

Fondation pour la retraite anticipée dans le secteur principal de la construction (FAR)

Convention collective de travail pour la retraite anticipée dans le secteur principal de la construction (CCT RA)

conclue entre la

Société Suisse des Entrepreneurs, Weinbergstrasse 49, 8035 Zurich, «**SSE**»
d'une part

et le

Syndicat UNIA (anciennement SIB, Syndicat Industrie & Bâtiment «SIB»),
Weltpoststrasse 20, 3000 Berne 15,

et le

SYNA, Syndicat interprofessionnel, Josefstrasse 59, 8031 Zurich, «**SYNA**»
d'autre part.

PREAMBULE

La Société Suisse des Entrepreneurs, les syndicats SIB, Syndicat Industrie & Bâtiment et Syna, Syndicat interprofessionnel, en vue

- de tenir compte de la sollicitation physique des travailleurs du secteur principal de la construction et d'atténuer les maux dus à l'âge qui y sont liés et
- de permettre au personnel de chantier une retraite anticipée financièrement supportable

concluent, en s'appuyant sur la convention de principe du 25 mars 2002, la convention collective de travail pour la retraite anticipée du secteur principal de la construction (CCT RA) ci-après:

1. CHAMP D'APPLICATION

Art.1 Relatif au territoire

- 1 La convention collective de travail pour la retraite anticipée du secteur principal de la construction (CCT RA) s'applique à l'ensemble du territoire de la Confédération suisse.
- 2 Sont exceptées: les entreprises de charpenterie des cantons de Fribourg, Grisons, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève, Jura et du Jura bernois.
- 3 Sont exceptées, sous réserve de l'art. 4 al. 2, les entreprises ayant leur siège dans le canton du Valais, pour autant et aussi longtemps que les prestations versées au personnel de ces entreprises au titre des dispositions prévues par la convention collective de la retraite anticipée pour les travailleurs du secteur principal de la construction du canton du Valais (Retabat 2002–2010) sont égales à celles prévues par la présente convention et que les conditions d'octroi des prestations sont égales ou moins sévères.

Art.2 Relatif au genre d'entreprise

- 1 La CCT RA s'applique à toutes les entreprises suisses et étrangères opérant sur territoire suisse, respectivement leurs parties d'entreprises, ainsi qu'aux sous-traitants et aux tâchèrons indépendants qui emploient des travailleurs qui ont une activité en particulier dans les secteurs suivants:
 - a) du bâtiment, du génie civil, des travaux souterrains et de construction de routes (y compris la pose de revêtements)
 - b) du terrassement, de la démolition, des entreprises de décharges et de recyclage, etc.
 - c) de la charpenterie
 - d) de la taille de pierre et de l'exploitation de carrières ainsi que des entreprises de pavage
 - e) des entreprises de travaux de façades et d'isolation de façades, excepté les entreprises actives dans le domaine de l'enveloppe de bâtiments. La notion d'«enveloppe de bâtiments» comprend: les toitures inclinées, les sous-toitures, les toitures plates et les revêtements de façades (y compris les fondations et les soubassements correspondants ainsi que l'isolation thermique)
 - f) des entreprises d'isolation et d'étanchéité pour les travaux à l'enveloppe de bâtiments au sens large et des travaux analogues dans les domaines du génie civil et des travaux souterrains
 - g) des entreprises d'injection et d'assainissement de béton, de forage et de sciage de béton
 - h) des entreprises effectuant des travaux d'asphaltage et construisant des chapés
 - i) des entreprises qui effectuent principalement au niveau de l'ensemble de l'entreprise des travaux de construction et d'entretien de voies ferrées, excepté les entreprises qui effectuent des travaux de soudures et de meulage de rails, d'entretien de machines et de voies ferrées de même que les travaux sur les lignes de contact et le circuit électrique.

- 2 Sont exceptés
 - a) les entreprises du canton de Genève qui effectuent des travaux d'étanchéité
 - b) les entreprises du canton de Genève travaillant le marbre
 - c) les entreprises du canton de Vaud qui effectuent des travaux d'asphaltage, d'étanchéité et des travaux spéciaux avec des résines synthétiques
 - d) les métiers de la pierre dans le canton de Vaud
 - e) les entreprises de sols industriels et de chapes du canton de Zurich et du district de Baden (AG).
- 3 Les entreprises soumises au champ d'application de la Convention nationale du secteur principal de la construction en Suisse (CN 2005), mais pas à celui relatif au genre d'entreprise de la présente CCT RA peuvent, avec l'assentiment des parties contractantes, adhérer à la CCT RA sur la base d'un accord passé en la forme écrite, lorsque les cotisations d'entrée selon l'art. 28 de la présente convention de même que toutes les cotisations dues depuis l'entrée en vigueur de cette convention ou depuis le début de l'activité de l'entreprise ont été payées. L'adhésion doit être déclarée pour au moins cinq ans.

Art.3 **Relatif au personnel**

- 1 La CCT RA s'applique aux travailleurs suivants (indépendamment de leur mode de rémunération et de leur lieu d'engagement) occupés sur des chantiers et dans des ateliers d'entreprises de construction au sens de l'art. 2. Cela concerne en particulier
 - a) les contremaîtres et les chefs d'atelier
 - b) les chefs d'équipe
 - c) les travailleurs professionnels tels que maçons, charpentiers, constructeurs de routes, paveurs
 - d) les ouvriers de la construction (avec ou sans connaissances professionnelles)
 - e) les spécialistes tels que machinistes, chauffeurs, magasiniers, isoleurs et auxiliaires, pour autant qu'ils soient aussi soumis au champ d'application de la CN.
- 2 Les travailleurs sont assujettis à la CCT RA dès le moment où ils sont soumis à l'AVS.
- 3 La CCT RA ne s'applique pas aux cadres dirigeants, au personnel technique et administratif ni au personnel de cantine et de nettoyage d'une entreprise assujettie.

Art.4 **Solutions spéciales d'entreprises et régionales**

- 1 La CCT n'est pas valable pour les entreprises soumises à la Caisse de retraite professionnelle de l'industrie vaudoise de la construction (règlement du fonds de la rente transitoire), aussi longtemps que celle-ci prévoit des prestations équivalentes à celles de la CCT RA (aux mêmes conditions ou à des conditions moins sévères).
- 2 La solution spéciale selon l'al. 1 et le RETABAT du canton du Valais (art. 1 al. 3) doivent être adaptés le plus rapidement possible au présent standard minimum. La décision concernant l'intégration technique des deux solutions dans la présente organisation valable pour l'ensemble du territoire suisse pourra être prise ultérieurement. Dans l'intervalle, la fondation FAR doit conclure avec les responsables des solutions spéciales des accords qui règlent, dans le respect de l'égalité de traitement, les modalités de passage d'un assuré d'un fonds à l'autre et notamment les questions financières.
- 3 Les entreprises qui ont leur propre institution de prévoyance et prévoient déjà leur propre retraite anticipée avec des prestations équivalentes ou plus favorables pour les travailleurs sont soumises à la CCT RA, mais peuvent cependant continuer leur activité de manière indépendante. Le paiement des cotisations et des prestations sera cependant effectué par le biais de la fondation pour la retraite anticipée. Le règlement de la fondation règle les détails.

Art.5 **Extension du champ d'application**

Les parties déposeront une demande d'extension du champ d'application immédiatement après la conclusion de la CCT RA. Elles s'engagent fermement pour qu'elle puisse avoir lieu le plus rapidement possible.

2. **PAIX DU TRAVAIL**

Art.6 **Obligation de paix**

Pour la durée de la CCT RA, les parties contractantes s'engagent pour elles-mêmes, pour leurs sections et pour leurs membres à respecter la paix du travail et en particulier à ne prendre aucune mesure collective perturbant le travail ou à en organiser, dans le but d'imposer des revendications en rapport avec la retraite anticipée du secteur principal de la construction.

3. **FINANCEMENT**

Art.7 **Provenance des ressources**

- 1 Les ressources pour le financement de la retraite anticipée proviennent principalement du cumul des cotisations des employeurs et des travailleurs, de contributions de tiers de même que des revenus de la fortune de la fondation.
- 2 Le financement des prestations est effectué selon le système de la répartition des capitaux de couverture, en ce sens qu'à côté de réserves appropriées, ne soient financés par les cotisations dans la période correspondante, que les prestations transitoires promises et les cas de rigueur auxquels il faut s'attendre.
- 3 Le règlement de la fondation règle les modalités de vérifications actuarielles (controlling) et la procédure pour assurer les besoins financiers.

Art.8 **Cotisations**

- 1 La cotisation du travailleur correspond à 1,3%¹ du salaire déterminant. La cotisation est déduite chaque mois du salaire à moins que les cotisations ne soient prélevées ailleurs.
- 2 La cotisation de l'employeur correspond à 4% du salaire déterminant.²
- 3 Aucune cotisation du travailleur ou de l'employeur ne doit être versée pour les travailleurs participant au projet TPTA selon l'art. 8 al. 6 CN.
- 4 Est considéré comme salaire déterminant, le salaire AVS obligatoire jusqu'au maximum LAA.

Art.9 **Modalités de perception**

- 1 L'employeur est redevable envers la fondation FAR de la totalité des cotisations de l'employeur et des travailleurs.
- 2 L'employeur doit effectuer un versement par acomptes chaque trimestre, payable 30 jours après facturation, au plus tard cependant à la fin de chaque trimestre.
- 3 La fondation dresse par sommation une facture de CHF 50.– et prélève un intérêt moratoire de 5% dès l'exigibilité.
- 4 Le règlement de la fondation règle les détails des modalités de perception.

¹ Version selon convention complémentaire III à la CCT RA du 23.5.2007, entrée en vigueur le 1.1.2008.

² Voir la disposition transitoire de l'art. 28 al. 2.

Art. 10 **Vérification actuarielle (controlling)**

Les règles de base de la vérification actuarielle ci-après sont valables pour assurer un bon développement financier:

- a) Des statistiques précises doivent être élaborées sur les catégories de travailleurs dès 50 ans, en particulier en tenant compte de l'invalidité et de la mortalité.
- b) Le flux financier doit être surveillé en permanence et de manière systématique, les mesures qui s'imposent doivent être demandées aux associations fondatrices, respectivement aux parties à la CCT RA.
- c) La vérification actuarielle, soutenue et accompagnée par les experts externes désignés par le conseil de fondation, doit livrer des données de base permettant à la fondation de prendre au plus tard à fin juin de l'année précédente des décisions relatives au plan de prestations, telles que le montant des prestations ainsi que le moment de leur entrée en vigueur, et les communiquer.

Art. 11 **Modifications des cotisations et/ou des prestations**

- 1 S'il s'avère que les moyens à disposition et futurs ne permettront pas de financer les prestations RA, les parties à la CCT RA négocient sur les mesures nécessaires, à savoir
 - a) le ralentissement de l'introduction de la retraite anticipée
 - b) la réduction des prestations
 - c) la perception de cotisations plus élevées. La cotisation de l'employeur ne sera cependant pas augmentée avant 2011.
- 2 S'il est nécessaire de prendre des mesures qui ne peuvent être différées pour assurer les moyens financiers, le conseil de fondation peut retarder l'introduction de l'abaissement de l'âge de la retraite ou réduire les prestations. Il en informe immédiatement les parties contractantes.
- 3 Les modifications entrent en vigueur au plus tôt six mois après la décision des parties contractantes.

4. PRESTATIONS

Art. 12 **Principe**

- 1 Les prestations aux ayants droit doivent être versées en fonction des moyens à disposition.
- 2 Les prestations sont accordées dans le but de permettre au travailleur de prendre une retraite anticipée dès l'âge de 60 ans révolus jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite AVS et d'en atténuer les conséquences financières.¹ La période de prestations est dans tous les cas restreinte aux cinq dernières années avant l'âge ordinaire de la retraite AVS.
- 3 Les travailleurs intégrés dans le projet Temps partiel pour travailleurs âgés (TPTA) selon l'art. 8 al. 6 CN peuvent bénéficier des prestations de la présente CCT RA lorsqu'ils remplissent les conditions, arrêtent volontairement de travailler et renoncent définitivement au projet TPTA.

Art. 13 **Genres de prestations**

Seules les prestations suivantes sont versées:

- a) des rentes transitoires
- b) la compensation des bonifications de vieillesse LPP²

¹ Voir la disposition transitoire de l'art. 28 al. 1.

² Version selon convention complémentaire II à la CCT RA du 7.4.2006, entrée en vigueur le 1.1.2007.

- c) des rentes de veuves, veufs et orphelins de durée limitée
- d) des prestations de remplacement dans des cas de rigueur.

Art. 14 Rente transitoire

- 1 Le travailleur peut faire valoir son droit à une rente transitoire lorsqu'il remplit les conditions cumulatives suivantes:
 - a) Il a 60 ans révolus¹.
 - b) Il n'a pas encore atteint l'âge ordinaire de la retraite AVS.
 - c) Il a travaillé pendant au moins 15 ans pendant les 20 dernières années et de manière ininterrompue pendant les sept dernières années précédant le versement des prestations dans une entreprise selon le champ d'application de la CCT RA.
 - d) Il renonce définitivement, sous réserve de l'art. 15, à toute activité lucrative.
- 2 Le travailleur qui ne remplit pas complètement le critère d'occupation (al. 1 let. c du présent article) peut faire valoir son droit à une rente transitoire réduite lorsque:
 - a) il a travaillé pendant 10 ans seulement au cours des 20 dernières années dans une entreprise soumise à la présente CCT RA, mais de manière ininterrompue pendant les sept dernières années précédant le versement des prestations et/ou
 - b) il a été chômeur pendant deux ans au maximum au cours des sept années précédant la retraite anticipée, mais qu'il remplit les deux autres conditions prévues à la lettre a du présent alinéa.
- 3 Le conseil de fondation peut dans des cas particuliers, afin d'éviter des cas de rigueur injustes, également octroyer des rentes transitoires en cas de chômage plus long selon l'al. 2 let. b du présent article et en relation avec l'occupation due au chômage dans un secteur autre que celui du secteur principal de la construction. Il doit exiger le paiement des cotisations des travailleurs et des employeurs qui auraient dû être payées pendant la période en question et peut en plus prévoir une réduction de rente.
- 4 Les personnes bénéficiant déjà d'une retraite anticipée du fait d'une solution d'entreprise au moment de l'entrée en vigueur de la CCT RA peuvent demander les prestations de la fondation FAR si elles remplissent les conditions, à savoir qu'elles n'ont pas encore atteint l'âge ordinaire de la retraite AVS. Les droits à la rente existants doivent être imputés.
- 5 Sont également imputées comme durée d'occupation au sens de l'art. 14, al. 1, let. c et de l'art. 21, al. 1, les périodes pendant lesquelles des travailleurs ont été placés par un bailleur de services dans une entreprise locataire qui est soumise à la CCT RA, à condition que la fonction exercée dans l'entreprise locataire entre dans le champ d'application relatif au personnel (art. 3, al. 1) et si les cotisations au sens de l'art. 8 ont été versées pendant cette période à la fondation FAR².

Art. 15 Activités permises

- 1 Après avoir définitivement arrêté toute activité lucrative, il est permis d'exercer une activité assujettie à la CCT RA dans la même entreprise ou – si cela n'est pas possible – dans une autre entreprise soumise à la CCT RA avec un revenu inférieur au seuil d'entrée fixé par l'art. 7 al. 1 LPP, ou une autre activité indépendante ou dépendante, avec un revenu maximum de CHF 9'000.– par année, sans perte de la prestation de la retraite anticipée³.

¹ Voir la disposition transitoire de l'art. 28 al. 1.

² Version selon convention complémentaire à la CCT RA du 21.11.2005, entrée en vigueur le 1.4.2006.

³ Version selon convention complémentaire II à la CCT RA du 7.4.2006, entrée en vigueur le 1.1.2007.

- 1^{bis} Le gain autorisé entre la 60^e et la 61^e année selon al. 1 s'élève à la moitié du salaire de base pour la rente en vertu de l'art. 16 avec en plus un montant annuel de CHF 10'000.—. Le montant ainsi obtenu est adapté au pro rata sur la base des mois durant lesquels le travailleur touche la rente transitoire.¹
- 2 Les revenus accessoires, touchés pendant plus de 3 ans avant le début de la rente transitoire, peuvent être maintenus dans la même mesure qu'auparavant sans perte des prestations. Le conseil de fondation peut fixer une limite supérieure².

Art. 16 Rente transitoire ordinaire

- 1 La rente transitoire complète consiste en:
- a) un montant forfaitaire d'au moins² CHF 6'000.— par an et
 - b) 65%² du salaire moyen annuel convenu par contrat, sans allocations, indemnités pour heures de travail supplémentaires, etc. (salaire de base pour la rente).
- 2 La rente transitoire ne peut cependant être supérieure aux limites suivantes:
- a) 80% du salaire de base déterminant pour la rente,
 - b) à 2,4 fois la rente AVS maximale simple².
- 2^{bis} Entre la 60^e et la 61^e année, seule la moitié de la rente déterminée selon les alinéas précédents sera versée.¹
- 3 Le règlement règle la procédure à suivre lorsque le salaire annuel a subi de fortes variations au cours des trois dernières années.

Art. 17 Rente réduite

- 1 Reçoit une rente transitoire réduite de $\frac{1}{15}$ par année manquante, celui qui remplit les conditions de l'art. 14 al. 2.
- 2 Celui qui ne remplit pas le délai de sept ans pour cause de chômage (art. 14 al. 2 let. b) peut rattraper le temps perdu en continuant à travailler ou payer la totalité des cotisations (de l'employeur et du travailleur) dues pour le temps manquant. Si ce n'est pas le cas, la rente transitoire est réduite de $\frac{1}{15}$ par année manquante.
- 3 Pour les personnes qui exercent par année une activité soumise à la CCT RA d'au moins 50% à cause d'un engagement saisonnier, de l'exercice de différentes fonctions dans l'entreprise selon le champ d'application de la CCT RA, d'invalidité jusqu'à 50% ou qui sont employées à temps partiel à 50% au moins, les prestations seront réduites selon le degré de l'activité à temps partiel et le nombre d'années à temps partiel au cours des 15 dernières années dans le secteur principal de la construction.
- 4 Les alinéas 1 et 2 s'appliquent de manière cumulative.

Art. 18 Subsidiarité

Les rentes transitoires peuvent être réduites si elles concourent avec d'autres prestations contractuelles ou légales. Le règlement de la fondation règle les détails de la coordination.

Art. 19 Compensation des bonifications de vieillesse LPP

- 1 [Abrogé]²
- 2 Pendant la durée de perception de la rente, le rentier a droit, dès qu'il a 61 ans révolus, à un montant de 12% du salaire annuel servant de base à la rente, diminué du montant de coordination LPP, mais au plus de 12% du salaire maximum obligatoire assuré selon la LPP.¹

¹ Version selon convention complémentaire III à la CCT RA du 23.5.2007, entrée en vigueur le 1.1.2008.

² Version selon convention complémentaire II à la CCT RA du 7.4.2006, entrée en vigueur le 1.1.2007.

- 3 En cas de décès de l'ayant droit durant la phase d'introduction, la fondation peut compléter les prestations de survivants d'autres assureurs jusqu'à 60% de la rente transitoire ainsi qu'à 20% pour chaque enfant (ayant droit à une rente AVS d'orphelin), mais au maximum jusqu'à 100% de la rente transitoire.

Art.20 **Maintien de l'affiliation à l'institution de prévoyance professionnelle**

- 1 Les entreprises assujetties et leurs représentants dans les organes paritaires des institutions de prévoyance des entreprises doivent entreprendre tout ce qui est possible afin que le destinataire puisse rester assuré comme membre externe de l'institution de prévoyance pour les risques de vieillesse et de décès et qu'il soit tenu compte des prestations de la fondation FAR pour le processus d'épargne pour la vieillesse.
- 2 Les parties contractantes soutiennent ces efforts.
- 3 L'ayant droit doit indiquer à la fondation s'il peut maintenir son affiliation à son institution de prévoyance professionnelle ou s'il continue à s'assurer auprès de l'institution supplétive LPP ou d'une autre institution de libre-passage.

Art.21 **Prestations de remplacement dans des cas de rigueur**

- 1 Ont droit à des prestations de remplacement dans des cas de rigueur les travailleurs qui, de manière cumulative
 - a) ont 50 ans révolus, mais pas encore atteint leur 60^{ème} année
 - b) ont travaillé pendant 20 ans dont les sept dernières années sans interruption dans une entreprise selon le champ d'application de la CCT RA et
 - c) ont dû cesser contre leur volonté et de manière définitive leur activité dans le secteur principal de la construction (par ex. faillite de l'employeur, licenciement, décision d'invalidité de la Suva).
- 2 La prestation de remplacement dans des cas de rigueur consiste en un dédommagement sous la forme d'un montant unique à l'institution de prévoyance LPP/LFLP. Elle est en règle générale de CHF 1'000.– par année durant laquelle l'ayant droit a travaillé dans une entreprise selon le champ d'application de la CCT RA.
- 3 On ne peut faire valoir le droit aux prestations de remplacement dans des cas de rigueur que si le cas de rigueur survient après le 1^{er} janvier 2006.
- 4 Le versement de la prestation de remplacement dans des cas de rigueur exclut toute autre prestation de la fondation FAR.

Art.22 **Procédure de demande et contrôles**

- 1 Pour recevoir des prestations, l'ayant droit doit faire une demande et rendre plausible sa légitimité.
- 2 Les prestations de la fondation FAR versées sans qu'il y ait eu un droit selon la présente convention doivent être remboursées.
- 3 Le règlement de la fondation règle les détails.

5. APPLICATION

Art.23 **Fondation FAR**

- 1 Les parties conviennent de l'application commune au sens de l'art. 357b CO. La « Fondation pour la retraite anticipée dans le secteur principal de la construction (FAR) » est constituée à cet effet. La fondation est chargée de faire appliquer la CCT dans son intégralité. Elle est

- en particulier autorisée à effectuer auprès des parties soumises à la convention les contrôles requis, ainsi qu'à engager des poursuites et porter plainte en son nom, en qualité de représentante des parties contractantes¹.
- 2 La fondation peut céder les activités de contrôle à des tiers, notamment aux commissions professionnelle paritaire formées pour le contrôle de la CN.
 - 3 Il appartient aux instances de contrôle de faire appliquer les dispositions de la CCT RA; elles sont habilitées à:
 - a) contrôler les entreprises soumises à la présente CCT – en particulier également auprès de celle avec activités mixtes – dans le but d'évaluer leur appartenance au champ d'application relatif au genre d'entreprise et au personnel
 - b) contrôler le livre des salaires
 - c) contrôler les différents contrats de travail.
 - 4 Les organes d'application de la CN annoncent spontanément et immédiatement à la fondation FAR toutes les violations de la présente convention qu'ils constatent dans le cadre des contrôles d'application de la CN (contrôles de salaires).

Art.24 **Conseil de fondation**

- 1 Le conseil de fondation est responsable de l'administration. Il constitue en même temps la commission paritaire et contrôle le respect de la CCT RA au sens de l'art. 357b CO.
- 2 Le conseil de fondation a la responsabilité des contrôles. Il peut faire exécuter ces contrôles par des instances compétentes.
- 3 Le conseil de fondation promulgue les règlements nécessaires pour la mise en œuvre. Il prend l'avis des parties contractantes avant de prendre une décision. Le règlement RA (Règlement relatif aux prestations et aux cotisations de la fondation pour la retraite anticipée dans le secteur principal de la construction) ne peut être modifié, sauf en cas d'urgence selon l'art. 11 al. 2 de la présente CCT RA, qu'avec l'assentiment des parties contractantes. Le conseil de fondation peut augmenter le montant forfaitaire selon art. 16 al. 1 let. a) si la situation financière de la fondation est garantie de manière durable².
- 4 Le règlement peut régler de manière plus précise les détails concernant le recouvrement des cotisations, les conditions de prestation et la remise des prestations.

Art.25 **Sanctions en cas de violation de la convention**

- 1 Les atteintes aux obligations découlant de cette convention peuvent être sanctionnées par les instances d'application d'une amende conventionnelle jusqu'à CHF 50'000.–. L'al. 2 demeure réservé. Les contrevenants peuvent également avoir à supporter les frais de contrôle et de procédure.
- 2 Les violations conventionnelles consistant en l'absence de décompte de cotisations ou un décompte insuffisant peuvent être sanctionnées par une amende conventionnelle allant jusqu'au double des montants manquants.
- 3 Le montant de l'amende conventionnelle est fixé dans le cas particulier en tenant compte de la gravité de la faute, de la taille de l'entreprise de même que d'éventuelles sanctions passées.
- 4 Le paiement de l'amende conventionnelle ne dispense en aucun cas du respect des dispositions conventionnelles.
- 5 Les amendes conventionnelles et les frais de contrôles reviennent à la fondation FAR.

¹ Version selon convention complémentaire à la CCT RA du 21.11.2005, entrée en vigueur le 1.4.2006.

² Version selon convention complémentaire II à la CCT RA du 7.4.2006, entrée en vigueur le 1.1.2007.

Art. 26 **Compétence juridictionnelle**

- 1 Les conciliations sont du ressort des tribunaux ordinaires.
- 2 En cas de divergences entre les versions allemande, française et italienne de la présente convention collective de travail, la version allemande fait foi.

6. **DISPOSITIONS FINALES**

Art. 27 **Changement de dispositions légales**

En cas de changement de dispositions légales ayant des effets sur la présente convention, les parties contractantes négocient à temps sur les adaptations nécessaires.

Art. 28 **Dispositions transitoires**

- 1 Pendant la phase introductive, la possibilité de prendre la retraite anticipée à l'âge de 63 ans révolus est valable pour la première fois dès l'entrée en vigueur de la présente convention, à 62 ans révolus en 2004, à 61 ans révolus en 2005, à 60 ans révolus en 2006. L'art. 11 demeure réservé.
- 2 Pendant le délai de transition de l'entrée en vigueur de la présente convention jusqu'au 31 décembre 2004, la cotisation de l'employeur se monte à 4,66%.
- 3 Au moment de l'entrée en vigueur de la CCT RA, les employeurs qui y sont soumis doivent payer une cotisation d'entrée unique de CHF 680.– par travailleur. Est déterminant le nombre de collaborateurs à ce jour.

Art. 29 **Entrée en vigueur et durée de la convention**

- 1 La CCT RA entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.
- 2 La CCT RA est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être résiliée par lettre recommandée pour le 31 décembre de chaque année par les parties contractantes en respectant un délai de cinq ans, la première fois pour le 31 décembre 2012¹.

¹ Version selon convention complémentaire III à la CCT RA du 23.5.2007, entrée en vigueur le 1.1.2008.

Zurich, le 12 novembre 2002

Pour la Société Suisse des Entrepreneurs

Meinrad Huser Heinz Pletscher François Cadosch

Pour le SIB, Syndicat Industrie & Bâtiment

Hansueli Scheidegger Vasco Pedrina Jacques Robert

Pour Syna, Syndicat interprofessionnel

Peter Scola Max Haas Eric Favre

Association Cadres de la construction suisse

Cadres de la construction suisse nouvelle partie contractante de la CCT RA à partir du 30.9.2003 selon les directives du Conseil fédéral du 5 juin 2003 avec les mêmes droits et obligations en vertu de l'art. 356 al. 4 CO.

Extrait de la convention complémentaire du 21.11.2005

- «II. Ces compléments entrent en vigueur en même temps que les dispositifs d'exécution (ordonnance sur le service de l'emploi et la location de services) du nouvel art. 20, al. 3, de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services introduit par l'arrêté fédéral du 17 décembre 2004.»

Extrait de la convention complémentaire II du 7.4.2006

- «II. Ces changements entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2007, mais les changements aux art. 13, 16 et 19 au plus tôt lors de l'extension de leur champ d'application. Ces modifications ne sont applicables qu'aux rentes transitoires n'ayant pas déjà commencé à courir avant la date d'entrée en vigueur. Les valeurs limites pour activités promises communiquées aux ayants droit continuent d'être applicables aux rentes déjà courantes le 1^{er} janvier 2007.»

Extrait de la convention complémentaire III du 23.5.2007

- «II. Ces changements entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2008, mais au plus tôt lors de l'extension de leur champ d'application. Ces modifications ne sont applicables qu'aux rentes transitoires n'ayant pas déjà commencé à courir avant la date d'entrée en vigueur.

Les art. 15 al. 1^{bis} et art. 16 al. 2^{bis} seront abrogés avec préavis de six mois si l'expert élu par le conseil de fondation selon l'art. 53 LPP confirme que le degré de couverture de la Fondation FAR s'élève à 105% (capital nécessaire de couverture des rentes plus 5%) conformément à l'art. 44 OPP2 et si les prévisions permettent de tabler sur une nouvelle augmentation du degré de couverture sans cette mesure. L'expert procède aux contrôles une fois par semestre.

Toutes les modifications des art. 8, 15, 16 et 19 selon la présente convention complémentaire sont abrogées avec préavis de six mois et les dispositions de la CCT du 12 novembre 2002 sont en vigueur avec les modifications du 25 novembre 2005 et du 7 avril 2006 si l'expert élu par le conseil de fondation selon l'art. 53 LPP confirme que le degré de couverture de la Fondation FAR s'élève à 110% (capital nécessaire de couverture des rentes plus 10%) selon l'annexe à l'art. 44 OPP2. L'expert procède aux contrôles une fois par semestre.»